

**Consultation publique de la Commission de Régulation de l'énergie**  
**du 21 Décembre 2017 n° 2017-19 relative à la mise à la mise en œuvre de l'accès régulé des tiers**  
**aux stockages souterrains de gaz naturel en France**

**Réponse de GAZ EUROPEEN**

Gaz Européen remercie la Commission de Régulation de l'Energie (« CRE ») de lui permettre de s'exprimer sur ce sujet essentiel à la sécurité d'approvisionnement et visant à garantir une meilleure prise en compte de l'intérêt de ses clients.

**Dans la mesure où l'objectif de la loi est de garantir la sécurité d'approvisionnement au moindre coût pour les consommateurs français**, Gaz Européen considère que les modalités d'application de la mise en œuvre de la réforme de l'ATS en France, en application de l'article 12 de la loi mettant fin à la recherche ainsi qu'à l'exploitation des hydrocarbures conventionnels et non conventionnels, appellent un certain nombre de remarques techniques dont les principales sont les suivantes:

**1. En ce qui concerne la BAR et les revenus autorisés :**

son niveau est déterminant pour le client final. Comme l'a souligné la CRE, la situation actuelle *« engendre un risque de tarifs excessifs qui pourrait alourdir le coût de la sécurité d'approvisionnement pour le consommateur final. Ce risque est renforcé par l'actuel faible niveau de transparence sur la définition des prix des opérateurs »*. **Il n'y aurait donc aucun intérêt pour le client final si la mise en œuvre de la réforme amène à un coût identique, voire supérieur.** Il nous semble que la détermination de la BAR par la CRE devrait ainsi tenir compte des éléments suivants :

- a) Les IEC ne devraient pas y être intégrées. En effet, à la mise en place de la régulation pour les autres infrastructures gazières, les IEC n'étaient pas couvertes. De même, les nouvelles capacités dont les projets d'investissement ont été décidés unilatéralement par les opérateurs de stockage, sans validation du régulateur, et sans tenir compte des besoins réels du marché ne devraient pas venir alourdir les coûts du système.
- b) En ce qui concerne les revenus autorisés et le taux de rémunération : il faudrait veiller à la pertinence du niveau des revenus autorisés des opérateurs de stockage. Les niveaux demandés par les opérateurs sont très élevés alors que l'activité des opérateurs de stockage ne présente pas plus de risque que celle des opérateurs de transport de gaz. Aussi Gaz Européen estime qu'il convient de retenir un taux de rémunération de la BAR identique à celui du transport. En tout état de cause, l'activité des opérateurs de stockage ne peut être comparée à celle des opérateurs de terminaux méthaniers qui ne bénéficient d'aucun mécanisme permettant de garantir les revenus de leurs actifs en service ou de leurs projets d'investissements en cas d'absence de souscription du marché. Dans le cas contraire, les niveaux de revenus garantis annoncés, alors même que la CRE envisage une couverture à 100% à travers le CRCP, conduiraient à majorer in fine le coût du stockage pour les consommateurs finals par rapport à la situation actuelle.
- c) Revoir les modalités de prise en compte du gaz coussin dont les coûts associés représentent une part significative du revenu autorisé des opérateurs de stockage : La CRE doit veiller à ce que les consommateurs finals ne supportent pas des coûts induits liés à une mauvaise appréciation du prix de valorisation du gaz coussin et à la non prise en compte de la part déjà amortie de ce gaz.

## **2. En ce qui concerne l'assiette de compensation du revenu autorisé des opérateurs de stockage :**

sur le principe, et dès lors que les pouvoirs publics souhaitent assurer la sécurité d'approvisionnement de tous les consommateurs français, le coût de cette assurance devrait être supporté par l'ensemble des consommateurs non interruptibles qu'ils soient raccordés au réseau de transport ou aux réseaux de distribution.

- a) En effet, cette assiette des clients visés, qui supporteront le coût de la compensation de stockage, n'est pas cohérente avec le périmètre des clients utilisé, d'une part pour déterminer le volume de capacités nécessaire pour assurer la sécurité d'approvisionnement du système français retenu dans la PPE, et d'autre part pour déterminer le seuil de souscription des capacités de stockages arrêté annuellement par le Ministre.
- b) Une telle assiette conduirait à des subventions croisées entre segment de consommateurs : les clients résidentiels et tertiaires payant pour la sécurité d'approvisionnement du système français, y compris pour les industriels non interruptibles.
- c) Enfin, l'élargissement de cette assiette permettrait de réduire le niveau de compensation pour la collectivité, et, en fonction du niveau des revenus autorisés qui sera déterminé par la CRE, de réduire les coûts pour le consommateur final.

## **3. En ce qui concerne les modalités de commercialisation des capacités de stockage :**

Gaz européen estime que :

- a) Les prix de réserve ne doivent pas être fixés à un niveau supérieur à zéro, a minima pour la première année de démarrage des enchères, et en tout état de cause, à un niveau qui doit être proche de celui qui résulterait de l'application d'une formule prenant en compte le spread été-hiver et les éléments de coût relatifs à l'utilisation des stockages. Une telle formule ne devrait en aucun cas prendre en compte a priori la performance des produits car c'est bien l'objectif des enchères de permettre de dégager la valeur marché de chaque produit, qui intègre la performance du produit
- b) La publication des prix est indispensable en amont des enchères afin d'optimiser leur efficacité compte tenu de surcroît du calendrier de commercialisation restreint.
- c) Les opérateurs de stockage devraient développer, par souci d'harmonisation, une plateforme de commercialisation commune pour les prochaines années. Ils devront également publier après chaque enchère les volumes demandés, ceux souscrits et les prix de souscription.

Compte tenu de ces éléments d'argumentaire, la CRE voudra bien trouver ci-dessous les réponses aux questions posées :

### **Questions relatives au revenu autorisé des opérateurs de stockage**

**Question 1 : Etes-vous favorable aux principes généraux relatifs à la détermination du revenu autorisé des opérateurs de stockage ?**

NON : cf point 1 de notre argumentaire liminaire

**Question 2 : Etes-vous favorable à l'introduction d'un CRCP afin de régulariser a posteriori les écarts entre les charges et les produits réellement constatés, et les charges et les produits prévisionnels des opérateurs ?**

Gaz Européen n'y est pas opposé

**Question 3 : Etes-vous favorable à une première période de régulation courte, de deux ans ?**

OUI

**Question 4 : Etes-vous favorable, pour la première période tarifaire, à un cadre tarifaire fondé sur un tarif « 100% au CRCP » et à un apurement annuel de ce CRCP dans la limite de +/- 5 % du revenu autorisé prévisionnel ?**

Gaz Européen n'y est pas opposé mais invite la CRE à être très vigilante quant à la maîtrise des dépenses des opérateurs de stockage en terme de charges d'exploitation.

**Question 5 : Etes-vous favorable à l'introduction d'une régulation incitative sur la commercialisation ? Si oui, quelle forme souhaiteriez-vous qu'elle prenne ?**

OUI, sous la forme de la première solution évoquée dans le document de consultation publique

**Question 6 : Avez-vous des remarques concernant les modalités de calcul de la BAR et les niveaux envisagés par la CRE ?**

Voir point 1 de notre argumentaire liminaire

**Question 7 : Avez-vous des modalités alternatives de calcul de la BAR à proposer ?**

Voir point 1 de notre argumentaire liminaire

**Question 8 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de taux de rémunération des actifs envisagées par la CRE ?**

Voir point 1 de notre argumentaire liminaire

**Question 9 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges de capital envisagées par la CRE ?**

Voir point 1 de notre argumentaire liminaire

**Question 10 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de charges nettes d'exploitation envisagées par la CRE ?**

Voir point 1 de notre argumentaire liminaire

**Question 11 : Avez-vous des remarques concernant les fourchettes de revenus autorisés envisagées par la CRE ?**

Voir point 1 de notre argumentaire liminaire

### **Questions relatives à la compensation**

**Question 12 : Etes-vous favorable à l'assiette envisagée par la CRE ?**

NON : Voir point 2 de notre argumentaire liminaire

**Question 13 : Parmi les méthodes proposées, laquelle vous semble la plus pertinente pour définir l'assiette de la compensation ?**

Gaz Européen regrette que la méthode 3 dite « Capacité PITD » basée sur la Capacité Journalière Normalisée pour les sites profilés ou Capacité Journalière Annuelle pour les sites non profilés, telle qu'évoquée lors de l'Atelier Stockage du 13 octobre dernier, n'ait pu être retenue, car cette méthode avait notamment le mérite de la simplicité ainsi que de minimiser les développements SI.

A défaut, Gaz Européen estime que la méthode 2 (« capacités souscrites – consommations moyennes journalières ») est la plus pertinente des deux méthodes proposées

**Question 14 : Avez-vous des remarques complémentaires sur les méthodes envisagées ?**

NON

**Question 15 : Etes-vous favorable, à la proposition de GRTgaz selon laquelle chacun des deux GRT verse une compensation aux trois opérateurs de stockage ?**

OUI

### **Questions relatives aux modalités de commercialisation aux enchères des capacités de stockage**

**Question 16 : Etes-vous favorable aux principes généraux envisagés par la CRE pour la commercialisation des capacités de stockage pour la première année ?**

OUI

**Question 17 : Etes-vous favorable à une phase de commercialisation initiale de 4 ou 5 semaines permettant la commercialisation de 100 % des capacités disponibles avant le 31 mars 2018 ?**

OUI

**Question 18 : Quel calendrier hebdomadaire vous paraît préférable ?**

Gaz Européen se prononce pour l'option B

**Question 19 : Etes-vous favorable à la règle proposée par la CRE concernant la constitution des lots commercialisés ?**

OUI

**Question 20 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE concernant le nombre maximal de produits pouvant être proposés par chaque opérateur ?**

NON : nous souhaitons rester cohérent avec notre réponse à la précédente consultation publique du 9 juin 2016 et réitérons notre souhait d'une mise en œuvre d'un nombre limité de produit standard commercialisés aux enchères dans la phase initiale (par exemple, limiter l'offre de TIGF à 3 produits et celle de Storengy à 6) et ce, afin notamment de s'assurer d'une meilleure transparence des prix pour le client final.

**Question 21 : Etes-vous favorable au transfert d'une capacité non attribuée à l'issue d'une enchère sur une autre enchère du même produit ou sur la capacité commercialisable d'un autre produit tel que proposé par TIGF ?**

OUI

**Question 22 : Etes-vous favorable à ce qu'aucun autre produit que les produits standards ne puisse être commercialisé avant la fin de la phase de commercialisation initiale ?**

OUI

**Question 23 : Une fois la commercialisation initiale terminée, êtes-vous favorable aux modalités proposées par la CRE ?**

OUI

**Question 24 : Etes-vous favorable à ne pas commercialiser de capacités sur plusieurs années avant l'été 2018 ?**

OUI

**Question 25 : Etes-vous favorable à une enchère à fixing pour la commercialisation des produits relatifs à l'année de stockage 2018-2019, avec un réexamen possible du type d'enchère pour les années suivantes ?**

25a : NON. Comme indiqué lors de la précédente consultation publique du 9 juin 2016, Gaz Européen ne partage pas la préférence de la CRE pour un mécanisme d'enchères à fixing.

Gaz Européen réitère sa préférence pour un mécanisme d'enchères ascendantes, éprouvé par le mécanisme de vente des capacités de transport sur PRISMA. Gaz Européen estime qu'un paramétrage adéquat du pas d'incrémentation permettrait de résoudre la problématique de la nécessité de fenêtres d'enchères courtes.

25b : OUI

Dans ce contexte, dans le cas où un type d'enchère à fixing serait retenu, Gaz Européen est naturellement favorable au réexamen du type d'enchère à partir de l'an prochain

**Question 26 : Etes-vous favorable à un prix d'adjudication fixé en pay as cleared ?**

OUI : Comme indiqué lors de la précédente consultation publique du 9 juin 2016, Gaz Européen est favorable à une adjudication au même prix pour l'ensemble des acteurs dite « pay as cleared ».

**Question 27 : Etes-vous favorable à la méthode d'expression de la demande de chaque participant proposée par les opérateurs ?**

Pas de remarque

**Question 28 : Etes-vous favorable à la méthode de fixation de l'enchère et d'attribution des capacités proposée par les opérateurs ?**

Pas de remarque

**Question 29 : Etes-vous favorable à ce que les opérateurs de stockage soient libres de commercialiser les capacités de stockage sur la plateforme de leur choix pour la première année ?**

OUI : de façon pragmatique, compte tenu des délais contraints de mise en place la première année

Pour les prochaines années : voir point 3.c de notre argumentaire liminaire

**Question 30 : Etes-vous favorable à la publication du prix de réserve en amont de chaque enchère ?**

OUI, absolument. Voir point 3.b de notre argumentaire liminaire

**Question 31 : Etes-vous favorable à la proposition de la CRE d'appliquer un prix de réserve nul pour tous les produits de stockage ?**

OUI : Voir point 3.a de notre argumentaire liminaire

**Question 32 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, souhaiteriez-vous qu'ils tiennent compte de la performance des produits ?**

NON : Voir point 3.a de notre argumentaire liminaire

**Question 33 : Si des prix de réserve non nuls s'appliquent, seriez-vous favorable à la proposition de Storengy de tenir compte de la moindre attractivité des stockages du Sud pour l'année 2018-2019 en minorant les prix de réserve de ces stockages ? Ou bien seriez-vous favorable à la proposition de TIGF ?**

Gaz Européen privilégierait la proposition de Storengy

**Question 34 : Si des prix de réserve non nuls devaient s'appliquer, considérez-vous que les constantes figurant dans la formule proposée par Storengy soient bien dimensionnées ?**

Gaz Européen émet des réserves sur le dimensionnement des différentes constantes, et notamment pour les termes de localisation



**Question 35 : Etes-vous favorable, à la proposition de Storengy concernant les modalités de commercialisation du stockage de gaz B ?**

Pas de remarque

**Question 36 : Etes-vous favorable à la création de la « Concertation Stockage », avec un format proche de ceux des Concertation gaz et Concertation GNL ?**

OUI

**Question 37 : Etes-vous favorable au calendrier proposé pour les travaux relatifs à la commercialisation des capacités de stockage pour les prochaines années ?**

OUI

